

Discours
de M. Gérard Poffet,
vice-directeur de l'Office fédéral de l'environnement, Berne
31 mars 2009
CEE ONU
Genève

(seul le discours prononcé fait foi)

Monsieur le président,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs,

L'année 2009 est une année importante pour le climat : il est prévu que nous adopterons en décembre prochain à Copenhague, lors de la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le régime climatique international pour la période postérieure à 2012.

La crise climatique mondiale nécessite un régime fort avec des objectifs ambitieux de réduction des émissions.

Cela nous l'avons appris en subissant les effets de l'autre crise à laquelle nous faisons face actuellement, une crise mondiale, elle aussi, je veux parler de la crise du système financier et économique mondiale.

Cette dernière nous a montré que les modes de production et de consommation, en particulier dans les pays industrialisés, n'étaient pas durables et que le profit immédiat ne prenait pas en compte les risques du système social et économique global dans lequel nous vivons.

Et bien, nous assistons à une situation analogue dans le domaine des ressources naturelles, à savoir, que leur consommation, en particulier dans les pays industrialisés, est au-dessus de ce que notre planète peut supporter, et que des risques systémiques résultent de la perte de la biodiversité, des changements climatiques et de la demande démesurée en matières premières.

Actuellement, les risques environnementaux découlant de cette situation ne sont pas suffisamment pris en compte dans le cadre des décisions que nous prenons et en particulier des décisions dans le domaine de l'économie.

Ainsi, tant dans l'économie que dans le domaine environnemental, les phénomènes à court et long terme sont liés et l'évolution des dernières décennies montre – et cela n'est pas une nouveauté – que notre développement n'est viable ni économiquement, ni écologiquement.

Un changement de paradigme s'impose donc et les Etats ont l'opportunité de procéder à des changements structurels en profitant de l'occasion que leur offre la crise actuelle.

Nombreux sont les pays et les organisations qui ont affirmé que l'issue de la crise devait se faire avec des mesures qui prennent en compte l'environnement. Ainsi le PNUE propage l'idée d'une « Green Economy » en se référant au New Deal proposé jadis par le président Roosevelt, et en mettant l'accent non seulement sur les aspects sociaux mais plus particulièrement sur les aspects environnementaux.

L'idée fait donc son chemin dans l'opinion publique que la sortie de la crise se fera en prenant davantage en compte la protection de l'environnement. De toute façon, cela est nécessaire afin de faire face à la crise environnementale et à celle des ressources naturelles.

Ainsi, dès maintenant, il nous fait considérer deux éléments qui devraient nous permettre d'éviter des crises systémiques à l'avenir.

D'une part nous devons considérer la crise actuelle non comme une barrière à plus d'écologie mais comme une opportunité qui permettra en particulier de créer des places de travail et de renforcer les secteurs de production durables.

D'autre part, nous devons renforcer l'approche de la „vérité des coûts“ en réalisant la transparence du marché du point de vue écologique et l'internalisation des coûts externes et des risques.

Une sortie durable de la crise se fera donc uniquement si l'utilisation des ressources est plus efficace, ce qui implique que leur consommation diminue.

Pour la crise climatique, l'intervention des Etats est absolument nécessaire et nous avons le contexte institutionnel approprié, soit la Convention et son Protocole de Kyoto.

Le quatrième Rapport d'Evaluation du GIEC publié en 2007 nous l'indique clairement : ne rien faire n'est pas une option car les changements climatiques sont déjà perceptibles dans de nombreux écosystèmes.

L'objectif climatique est donc clair : il nous faut stabiliser la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre à un niveau de 450 ppm, selon les indications du GIEC, afin de minimiser les effets des changements climatiques.

De plus, il faut commencer à s'adapter dès maintenant afin de prévenir les risques liés à ces changements.

Les moyens pour atteindre ces objectifs sont déjà à disposition en termes de technologies moins émettrices, de bonnes pratiques et de savoir scientifique. Il faut aussi une volonté politique de tous afin d'assurer la participation universelle à ces efforts en les répartissant avec équité entre tous les pays.

Ainsi, pour l'adaptation, une coopération internationale est nécessaire afin de mettre à disposition des utilisateurs les connaissances et les services climatiques. C'est précisément l'objectif de la Troisième Conférence Mondiale sur le Climat, convoquée par l'OMM, qui aura lieu ici à Genève du 31 août au 4 septembre 2009 et à laquelle vous êtes tous cordialement invités.

Tant l'atténuation que l'adaptation nécessitent du financement et le transfert de technologies plus particulièrement vers les pays en développement.

Afin de garantir un financement suffisant et prévisible de l'adaptation, la Suisse a proposé l'instauration d'une taxe globale sur les émissions de CO₂. En prélevant un dollar par tonne de CO₂ émis, quelque cinquante milliards de dollars seraient disponibles annuellement. Nous proposons que la clé de répartition des revenus de la taxe favorise les pays en développement et qu'une approche basée sur la prévention des risques et l'assurance accompagne cette répartition.

Enfin, il faut reconnaître que les politiques climatiques génèrent des co-bénéfices. Citons l'exemple des transports routiers. Des moteurs plus efficaces, des carburants moins polluants diminuent les émissions de particules fines, qui sont nocives pour la santé.

En guise de conclusion : la crise nous offre une opportunité de procéder à un changement de paradigme dans une direction plus durable de gestion des ressources naturelles. Les changements climatiques illustrent bien que nous avons besoin de changement, comme l'annonçait un des slogans de campagne du président récemment élu dans un des grands pays de la CEE ONU : nous avons besoin de changement. Et comme son autre slogan disait : oui, nous le pouvons.

Je vous remercie de votre attention.